

JEAN-LOUIS WEIL

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar
inscrit près la Cour d'Appel de Colmar

175, rue Boecklin
67000 STRASBOURG
Tel : 03 88 31 58 31
Fax: 03 88 31 57 65

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

du Commissaire aux Comptes
Exercice 2024

ASSOCIATION DU
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU
1, Rue de Bourgogne
67100 STRASBOURG

ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU

Siège social : 1, Rue de Bourgogne

67100 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association du Centre Socioculturel de la Meinau,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association du Centre Socioculturel de la Meinau relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de Commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association et décrites dans l'annexe, notamment en ce qui concerne le traitement des actifs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Concernant les estimations comptables relatives :

- aux produits : notre appréciation a porté sur le respect du principe de rattachement des produits au bon exercice tant en ce qui concerne les participations des usagers que des subventions obtenues.
- au cycle « Personnel » : notre appréciation a porté sur la correcte évaluation des engagements vis-à-vis du personnel, notamment concernant les congés payés et les provisions pour indemnité de fin de carrière.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations financières données dans le rapport de la Présidente et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer

la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de son audit.

En outre :

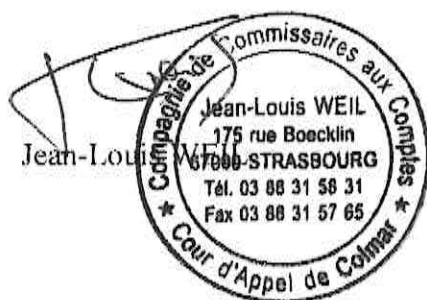
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date

de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Strasbourg, le 21 mai 2025

Le Commissaire aux comptes



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	17 074	17 074		25
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage	49 029	43 961	5 067	7 444
Autres immobilisations corporelles	96 747	68 466	28 281	35 342
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	162 849	129 501	33 348	42 811
Stocks				
Marchandises	1 332		1 332	1 332
Créances				
Usagers et comptes rattachés	40 659		40 659	19 632
Autres créances	295 616		295 616	290 614
Divers				
Disponibilités	336 294		336 294	171 324
Charges constatées d'avance	1 170		1 170	1 972
ACTIF CIRCULANT	675 071		675 071	484 875
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	837 920	129 501	708 419	527 686

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Report à nouveau	74 907	28 525
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 147	46 382
Subventions d'investissement	13 080	15 483
FONDS PROPRES	85 840	90 390
Apports	42 600	42 600
Fonds associatifs avec droit de reprise	42 600	42 600
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	42 600	42 600
Provisions pour risques	7 700	7 700
Provisions pour charges	36 158	36 511
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	43 858	44 211
Fonds dédiés sur subventions		8 000
FONDS DEDIES		8 000
Emprunts obligataires convertibles		
Découverts et concours bancaires	8 856	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	8 856	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	206 194	123 112
Dettes fiscales et sociales	245 096	185 136
Autres dettes	46 697	5 797
Produits constatés d'avance	29 278	28 440
DETTES	536 121	342 485
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	708 419	527 686

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Ventes de marchandises	3 195	2 530
Production vendue	230 111	248 512
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	790 816	736 512
Reprises et Transferts de charge	32 385	73 158
Cotisations	3 846	5 784
Autres produits	368 520	375 907
Produits d'exploitation	1 428 873	1 442 404
Achats de marchandises		799
Variation de stock de marchandises		932
Achats de matières premières		
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	370 047	317 249
Impôts et taxes	50 995	49 353
Salaires et Traitements	674 640	706 719
Charges sociales	210 020	198 720
Amortissements et provisions	13 022	15 806
Autres charges	95 428	95 206
Charges d'exploitation	1 414 152	1 384 784
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 721	57 620
Opérations faites en commun		
Produits financiers	4 132	1 536
Charges financières		
Résultat financier	4 132	1 536
RESULTAT COURANT	18 853	59 156
Produits exceptionnels	18 057	6 109
Charges exceptionnelles	47 057	10 883
Résultat exceptionnel	-29 000	-4 774
Impôts sur les bénéfices		
Report des ressources non utilisées	8 000	
Engagements à réaliser		8 000
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 147	46 382
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total des produits		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
Total des charges		

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CENTRE SOCIO CULTUREL DE LA MEINAU

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 708 419 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 2 147 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'activité de l'association consiste à animer la vie sociale et culturelle du quartier de la Meinau. Les activités sont proposées à tous, avec un accueil inconditionnel et se déclinent autour de l'enfance, de la jeunesse, de la famille et des adultes.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	17 074			17 074
Immobilisations incorporelles	17 074			17 074
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	47 036	625		49 029
- Installations générales, agencements aménagements divers	21 145			22 712
- Matériel de transport	7 797			7 797
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	66 238			66 238
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	142 215	625		145 776
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	159 289	625		162 849

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	17 049			17 074
Immobilisations incorporelles	17 049			17 074
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	39 592	19		43 961
- Installations générales, agencements aménagements divers	14 592			16 367
- Matériel de transport	1 169			2 729
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 077			49 370
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	99 430	19		112 427
ACTIF IMMOBILISE	116 478	19		129 501

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 337 445 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	40 659	40 659	
Autres	295 616	295 616	
Charges constatées d'avance	1 170	1 170	
Total	337 445	337 445	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CHARGES SOCIALES - PRODUITS À RECEV	3 757
Total	3 757

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	42 600				42 600
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales		46 382		46 382	
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	28 525		46 382		74 907
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	46 382	-46 382		2 147	-2 147
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	117 507		46 382	48 529	115 360
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	15 483			2 403	13 080
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	132 990		46 382	50 932	128 440

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	7 700				7 700
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	36 511				36 158
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	44 211				43 858
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			353		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 536 121 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	8 856	8 856		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	206 194	206 194		
Dettes fiscales et sociales	245 096	245 096		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	46 697	46 697		
Produits constatés d'avance	29 278	29 278		
Total	536 121	536 121		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRS FACTURES NON PARVENUES	161 601
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	51 973
PERSONNEL REMBT FRAIS	21
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	21 813
Total	235 408

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Total			

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	29 278		
Total	29 278		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		31 768		242 273		274 041
Subventions d'exploitation		67 407	565 640	141 469	16 300	790 816
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						2 403
						1 067 259

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 36 158 euros

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- Calcul basé sur le salaire en fin de carrière,
- Calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière : méthode du prorata des droits à terme
- La quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective des centres sociaux et socioculturels
- Départ à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Taux d'actualisation retenu : 3.35 %
- Taux moyen de charges sociales pour les non cadres : 45 %
- Taux moyen de charges sociales pour les cadres : 53 %
- Taux d'augmentation annuelle des salaires : 2.5 %
- Tables de mortalité INSEE 2024

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

NATURE ET EVALUATION DES CHARGES ET DES PRODUITS SUPPLEMENTIFS

Une mise à disposition du local du centre socio-culturel propriété de la ville valeur locative évaluée à 94 433 €.

Une mise à disposition de matériel pour diverses manifestations est évaluée à 6 518.20€

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES BENEVOLAT

Autres informations

L'association a mis en place une feuille de calcul récapitulative des heures effectuées par les bénévoles.

Les 3 599 heures de bénévolat sont valorisées pour un montant de 55 642.85 € sur la base du coût horaire chargé d'un animateur BAFA

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	
MAIF - Projet Jardin/		4 000	4 000				
CEA - Séniors		4 000	4 000				
Total		8 000	8 000				